

Manif du 15, dernière ligne droite

La liste des organisations signataires de l'appel à la manifestation du 15 février contre la guerre s'est encore allongée. Moyennant quelques changements du texte de la plateforme décidés lundi dernier, plusieurs organisations chrétiennes ainsi que le Mouvement écologique s'y sont joints. Ainsi toute référence aux Etats-Unis a été supprimée et le caractère dictatorial du régime irakien, de même que ses violations des droits humains, sont rappelés.

De nombreuses autres ONG luxembourgeoises et étrangères ont également signé. La version actuelle de l'appel "Pour le respect du droit international, non à une guerre contre l'Irak" et les noms des organisations devraient se trouver en ligne dans les prochains jours sous www.fridden.lu. La liste des oratrices et orateurs a été massivement rééquilibrée en faveur de la société civile (voir notre édition précédente). Les partis politiques signataires, parmi lesquels on compte désormais l'ADR, devront se taire. Le temps de parole ainsi débloquent sera réaffecté à des représentants supplémentaires de la société civile. Date et heure de la manif: samedi, 15 février, départ à 15.00 à la gare de Luxembourg.

Findel-Bahn teurer als Gesamt-BTB

Multimedial und mit geballter Fachkompetenz wurden die Gemeinderäte und die Mitglieder mehrerer Kommissionen der Stadt Luxemburg letzten Dienstag auf die gemischte Eisenbahn- und Trambahnbindung von Kirchberg/Findel eingeschworen. Ganz nebenbei wurde auch etwas zu den Kosten gesagt: Die Trambahn hinauf zu den Kirchberger Ausstellungshallen und die Zugstrecke von Bahnhof Luxemburg über Findel nach Kirchberg werden je mit 200 Millionen Euro zu Buche schlagen. Damit betragen die reinen Infrastrukturkosten rund 16 Milliarden alte Franken. Ein ähnlicher Betrag hatte vor Jahren die Anti-BTB-Lobby auf die Barrikaden gebracht: 350 bis 400 Millionen Euro, so viel wurde für das gesamte BTB-Netz inklusive der Fahrzeuge veranschlagt. "Zu kostspielig" wettete im Mai 1998 die Zeitschrift des Automobilclubs und rechnete auch noch Mehrausgaben von 200 Millionen dazu. Wie laut wird das Gebrüll diesmal ausfallen? Jetzt gibt es für das gleiche Geld zwar ebenfalls 15 Kilometer Neubaustrasse, allerdings "nackt", ohne Fahrzeuge. Dafür führen gleich zwei Wegstrecken in Richtung Kirchberg. Statt der Schulzentren Limpertsberg und Geesseknäppchen wird jetzt der Findel bedient, die Innenstadt bleibt ebenfalls "tramfrei" - so dass auch nach einer Alternative zum überlasteten Busbahnhof Centre Aldringen gesucht werden muss. Wie viele Nebenkosten diesmal zusätzlich entstehen werden, verrät uns mit Sicherheit die nächste "autotouring"-Ausgabe.

EU-Gelder für Terror missbraucht?

Finanziert die Europäische Union indirekt palästinensische Selbstmordattentäter? Dieser Frage ging vor einigen Tagen eine Gruppe von EU-Abgeordneten nach. Sie riefen das Europaparlament auf, Ermittlungen über die Verwendung von EU-Hilfen an die Palästinenser einzuleiten. Es sei wichtig für die Glaubwürdigkeit der EU, Vorwürfe zu überprüfen, wonach ein Teil der Mittel für terroristische Zwecke missbraucht werde, sagte der belgische Abgeordnete Willy de Clercq am vergangenen Dienstag in Brüssel. EU-Sprecher Diego de Ojeda erklärte hingegen, Brüssel sehe auf Grund fehlender Beweise derzeit keinen Anlass, Ermittlungen einzuleiten. Die EU-Kommission unterstützt die palästinensischen Behörden monatlich mit 10.000 Euro. Der für Außenbeziehungen zuständige Kommissar Chris Patten sagte, die Palästinenserführung sei der einzige Gesprächspartner für die israelische Regierung. Allerdings könne nicht die Verwendung jedes einzelnen Cents überprüft werden.

Die israelische Regierung hatte im vergangenen Jahr den Palästinensern vorgeworfen, dass etwa zehn Prozent von deren Budget für Aktivitäten verwendet würden, die nicht transparent seien.

LYCEES

Fin du tourisme scolaire?

Avec son nouveau plan sectoriel "lycées", le gouvernement se donne enfin des bases sérieuses pour la planification scolaire.

(rw) - Le document sobre qui fut distribué mercredi aux parlementaires de trois commissions jointes pourrait révolutionner le monde lycéen au Luxembourg. Ce projet d'un plan directeur sectoriel "lycées", qui fut présenté par les ministres de l'Intérieur, de l'Education et des Travaux publics, fait - pour la première fois au Grand-Duché - un inventaire fouillé des chiffres d'élèves du post-primaire actuels et pronostiqués.

Une école au pôle nord

Sur cette base, le document propose une série de futurs lycées, implantés de façon à créer un équilibre entre les différents "pôles d'enseignement" dans lesquels ses auteurs et autrices ont divisé le pays. Trois lycées seront construits prioritairement: Junglinster, Redange et Esch-Belval. Selon les besoins, d'autres bâtiments seront ensuite construits dans le sud-est, dans l'extrême nord, dans le sud, ainsi qu'un lycée européen à Mamer.

Mais le sujet vraiment explosif du document est la proposition d'un "mécanisme d'inscription scolaire". Pour rappel: à part les élèves du préparatoire, les lycéens et lycéennes ont jusqu'ici la liberté plus ou moins affichée de choisir le bâtiment scolaire dans lequel ils veulent étudier. Bien entendu, ce sont surtout les parents d'enfants "de bonne souche" qui interviennent

auprès du ministère et des directions des lycées. Mais le phénomène du tourisme scolaire a une ampleur telle que certains bâtiments situés à la périphérie, ou jouissant d'une mauvaise réputation, étaient en perte constante d'élèves - tandis que les lycées de la capitale affichaient complet. Si, dû à la surpopulation générale, même les petits lycées ont de nouveau commencé à se remplir, il n'en reste pas moins que ce système endigue un investissement énorme dans le transport d'élèves, qu'il soit public ou privé. Sans parler du caractère peu social de ce libéralisme scolaire.

Depuis un certain nombre d'années, l'idée d'une "carte scolaire", attribuant chaque élève à un lycée de sa région, revient dans les discussions autour de ce problème. Si dans certains de nos pays voisins ce régime plus dirigiste est bien implanté, il a suscité des débats sans fin autour de la liberté individuelle, de la soi-disant dynamique créée dans les lycées concurrents ou encore l'effet positif ou négatif de ces voyages journaliers pour les élèves.

Lycées de proximité

Le gouvernement propose un modèle qui constitue un compromis intéressant entre le système actuel et celui de la "carte scolaire". L'inscription d'office d'un élève se fait dans le lycée "de proximité", c.-à-d.

celui le plus proche du pôle scolaire auquel appartient sa commune. Celui ou celle qui veut s'inscrire dans un autre lycée, peut poser sa demande en fonction des places disponibles, sans toutefois pouvoir revendiquer un transport scolaire public dans le cas d'une admission. Après le cycle inférieur, le système est allégé, l'élève devant en principe s'inscrire dans un lycée de son pôle correspondant à son choix de formation.

Dans un Grand-Duché où le système du piston est répandu, l'efficacité du nouveau système dépendra avant tout de la détermination des responsables politiques et administratifs. Bien entendu, son orientation territorialiste suscitera les critiques justifiées de ceux et de celles qui voudraient plutôt mettre l'accent sur la qualité de l'enseignement. Néanmoins, une meilleure répartition géographique des lycées ne doit pas être en contradiction avec l'élaboration de plans pédagogiques adaptés aux besoins de tout-les élèves qui fréquentent une école. Un tout autre problème cependant, qui a été soulevé lors des discussions en commission, est celui du personnel enseignant. Car en ce qui concerne sa répartition sur les différents lycées du pays, c'est jusqu'ici essentiellement l'ancienneté qui compte. Plutôt que ce critère aléatoire, n'est-ce pas l'aptitude et le dynamisme de l'enseignant-e à coopérer au plan pédagogique d'un lycée qui devrait faire foi?

GMO-FREIES LUXEMBURG

Reine Äcker, gutes Gewissen

Paukenschlag aus dem Umweltausschuss des Parlaments: Luxemburg sollte genfreie Zone werden. Zumindest in der Landwirtschaft.

(roga) - Was die optimistischsten Gen-SkeptikerInnen zwar geträumt hatten, jedoch nicht öffentlich auszusprechen wagten, wurde jetzt einmütig vom Umweltausschuss des Luxemburger Parlamentes gefordert: Luxemburg sollte als genfreie Zone ausgewiesen werden.

Das Konzept der "GMO-free zone" lehnt sich an die Bewegung der "atomwaffenfreien Zonen" aus den sechziger Jahren an. Städte, Regionen, ja ganze Länder können sich im Rahmen ihrer gewählten Institutionen gegen das Ausbringen von gentechnisch modifizierten Organismen (GMO) in ihre Landschaft wehren. In Bezug auf GMO ist diese Bewegung vor allem in Italien, Wales und Australien sehr stark. Aber auch die Regionen Kärnten in Österreich und Julisch-Friaul in Italien beabsichtigen, zusammen mit Slowenien, ihr sensibles Dreieckland mittelfristig als genfreie Zone zu deklarieren.

Free us from GMO!

Vor zwei Jahren hatten die Grünen im Europaparlament eine Tagung organisiert, um zu analysieren, inwiefern solche

"GMO-free zones" mit europäischem Recht vereinbar sind (siehe woxx Nr. 572). Vor allem die ÖsterreicherInnen sind überzeugt, dass die EU-Rechtsprechung zulassen müsste, dass gerade ökologisch sensible Regionen sich gegen die Invasion des GMO-Saatguts sträuben können. Dass das besonders für stark segmentierte Landschaften gilt, belegte erst am vergangenen Montag ein Vortrag der Luxemburger Forscherin Nathalie Colbach im Centre universitaire CUNLUX. Die in Dijon tätige Wissenschaftlerin demonstrierte anhand von schlüssigen Modellen, dass die Verschmutzung von herkömmlicher oder biologischer Landwirtschaft durch NachbarInnen, die GMO anpflanzen, unvermeidlich ist und erst ab einer Distanz von ungefähr 200 Metern über den erst kürzlich von der EU festgesetzten Grenzwerten halbwegs zu bändigen ist. Für eine wenig industrialisierte Agrikultur wie die luxemburgische würde die Zulassung von gentechnisierter Landwirtschaft also erhebliche Risiken beinhalten.

Versichert ist sicherer

Es ist anzunehmen, dass die Idee eines genfreien Luxemburg von der Regierung nicht gerade mit dem größten Enthusiasmus aufgenommen wird. Und das, obwohl der Vorstoß vom liberalen Vorsitzenden des Umweltausschusses Emil Calmes kommt, und trotz der Tatsache, dass mit der Zone nur das Ausbringen von GMO auf die Äcker gemeint

ist, und nicht etwa die medizinische Forschung im Labor.

Kurzfristig eher akzeptabel sind zwei Änderungsvorschläge zur Umsetzung der modifizierten EU-Direktive zur Freisetzung von GMO, die sich zurzeit in der letzten Phase der Diskussionen im Ethikausschuss befindet, wo sie aus unerklärlichen Gründen gelandet war. Die Grünen haben zwei wichtige Zusätze im Ethikausschuss eingebracht, die auch von den KollegInnen des Umweltausschusses getragen werden. Zum einen, dass jeder Antrag auf Feldversuche über die Kommodo-Inkommodo-Prozedur abgewickelt werden muss. Zum anderen, dass jedeR BetreiberIn von Feldversuchen eine Versicherung abschließen muss, um die Allgemeinheit gegen eventuelle Folgeschäden abzusichern. Damit wären die Kräfte des vermeintlich freien Marktes am Ruder. Und sollten sich die

Versicherungsgesellschaften sträuben, solche Feldversuche zu versichern, müsste jeder Regierung klar sein, dass sie davon besser die Finger lässt. Dabei ist Folgendes herausgekommen: Der Ausschuss folgte einstimmig den Empfehlungen der Umweltkommission und der Grünen, wonach zukünftig GMO-Feldversuche einer Kommodo-Inkommodo-Prozedur zu unterwerfen sind. Über die ebenfalls von den Grünen angeregte Versicherungspflicht für solcherlei Feldversuche soll in den nächsten Ausschusssitzungen am 11. März entschieden werden.